



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

gestion

Question au Gouvernement n° 2812

Texte de la question

AUDIOVISUEL EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Didier Mathus, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Didier Mathus. Monsieur le Premier ministre, l'audiovisuel extérieur de la France, dont vous avez la responsabilité, est en perdition. La lutte au sommet entre les deux plus hauts salaires de l'audiovisuel public français, Alain de Pouzilhac, son président, et Christine Ockrent, sa directrice générale, sur fond d'accusations réciproques d'espionnage et de manipulation, discrédite tout l'audiovisuel extérieur de la France qui, je le rappelle, coiffe France 24, RFI, et TV5-Monde. Cela est grave, car c'est l'un des piliers de la présence française dans le monde.

Jeudi dernier, 85 % de la rédaction de France 24 a voté une motion de défiance à l'encontre de Christine Ockrent. C'est désormais la pérennité de cette chaîne qui est en cause. Cette crise survient après sept années d'errements des gouvernements de droite, entre amateurisme et copinage. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) La liste est longue.

Créée en 2006 dans des conditions dénoncées par une mission parlementaire unanime, cette " CNN à la française " courait d'entrée de jeu au fiasco. Il y eut ensuite, en 2007, l'affrontement avec nos partenaires francophones dans TV5-Monde, puis la crise de RFI, notre radio internationale, avec le départ de plus du quart des effectifs, ce qui provoqua une longue grève et un affaiblissement certain d'une radio pourtant reconnue par tous comme d'une exceptionnelle qualité. Enfin, en 2008, en décidant de nommer, aux côtés du publicitaire favori de Jacques Chirac, la compagne du ministre des affaires étrangères, vous avez ajouté le soupçon et le discrédit à la confusion.

Monsieur le Premier ministre, il est de votre responsabilité de remettre de l'ordre dans l'audiovisuel extérieur de la France. C'est l'image de notre pays qui est en cause, et il n'est pas acceptable que les querelles d'ego des deux dirigeants anéantissent le travail des 380 journalistes et mettent en péril les 113 millions d'euros que notre pays consacre à cette action.

Les soupirs, fussent-ils navrés, de M. Frédéric Mitterrand ne sauraient tenir lieu de réponse gouvernementale. Cette situation est la conséquence de vos décisions, vous ne pouvez en imputer la responsabilité ni à Météo-France, ni au Parti socialiste. Dites-nous donc quelle sera votre décision. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et sur quelques bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Frédéric Mitterrand, ministre de la culture et de la communication.

M. Frédéric Mitterrand, *ministre de la culture et de la communication*. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, monsieur le député,...

Plusieurs députés du groupe SRC. Bonsoir !

M. Frédéric Mitterrand, *ministre*. ...sourir navré ! (*Sourires.*)

Face aux tensions de ces dernières semaines, que vous qualifiez de " perdition ", permettez-moi tout d'abord un petit rappel historique.

La réforme de l'audiovisuel extérieur prévoyait que l'AEF posséderait 100 % de Radio France internationale, 100 % de France 24, 49 % de TV5-Monde. C'était un système relativement bien organisé. Contrairement à ce que vous dites, bien du travail a été accompli par le binôme qui est à la tête, son PDG Alain de Pouzilhac et sa directrice générale déléguée Christine Ockrent.

M. Albert Facon. Il faut un trinôme !

M. Frédéric Mitterrand, *ministre*. La relance de RFI, malgré les difficultés qu'a connues la réforme et que vous avez soulignées, a été réussie et a permis d'adapter la radio aux secteurs émergents de l'audience. Le domaine de France 24 a été étendu vers le Japon, vers l'Indonésie et, tout récemment encore, vers l'Inde, où je me suis rendu. Enfin, TV5, vitrine francophone affirmée, fonctionne parfaitement. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Albert Facon. Répondez à la question !

M. Frédéric Mitterrand, *ministre*. Synergies, déménagements, organisation : tout marchait bien jusqu'à ce qu'éclate le conflit que vous avez évoqué, lequel est sans doute dû, en partie, à la dureté du travail accompli pendant ces années-là *(Rires sur les bancs du groupe SRC)* et au choc des personnalités *(Mêmes mouvements.)* Vous savez que cela peut exister.

J'ai rencontré à deux reprises les deux protagonistes, dans une volonté de dialogue et d'apaisement, en soulignant le danger encouru par l'AEF en général. D'une certaine manière, le rayonnement accru de notre pays dans le monde est toujours à notre portée, compte tenu du travail effectué, des enjeux en cours, de la qualité des personnels. Les problèmes de personnes devront céder le pas. Attention au divorce, qui risque d'emporter toute la famille. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP. - Rires et exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Didier Mathus](#)

Circonscription : Saône-et-Loire (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2812

Rubrique : Audiovisuel et communication

Ministère interrogé : Culture et communication

Ministère attributaire : Culture et communication

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 décembre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 décembre 2010